

الأطر المرجعية المكيفة الخاصة بالامتحان الموحد الوطني لتبيل شهادة البكالوريا – دورة 2020 -

الإطار المرجعي لمادة: المحاسبة والرياضيات المالية
شعبة العلوم الاقتصادية والتدبير: مسلك علوم التدبير المحاسباتي

Filière : sciences de gestion comptable

Matière : Comptabilité et mathématiques financières



I. PROGRAMME

1^{ère} PARTIE : LES TRAVAUX DE FIN D'EXERCICE (*)

PROGRAMME	RECOMMANDATIONS & PRÉCISIONS	Éléments du programme faisant objet d'évaluation en Examen National
1. INTRODUCTION AUX TRAVAUX DE FIN D'EXERCICE	1.1.1. Loi « 9.88 » relative aux obligations comptables du commerçant : les articles 5, 6,7 et 18	1.1.1. Loi « 9.88 » relative aux obligations comptables du commerçant : les articles 5, 6,7 et 18
1.1. Aspect légal	1.1.2. Code général de normalisation comptable : <ul style="list-style-type: none">○ Principe de spécialisation des exercices○ Principe de prudence○ Principe de continuité d'exploitation	1.1.2. Code général de normalisation comptable : <ul style="list-style-type: none">○ Principe de spécialisation des exercices○ Principe de prudence○ Principe de continuité d'exploitation
1.2. Aspect comptable	1-2.1 - Balance avant inventaire 1-2.2 – Régularisation des comptes de bilan 1-2.3 – Régularisation des comptes de produits et charges 1-2.4 – Balance après inventaire 1-2.5 – Détermination des résultats 1-2.6 – Établissements des documents de synthèse	1-2.1 - Balance avant inventaire 1-2.2 – Régularisation des comptes de bilan 1-2.3 – Régularisation des comptes de produits et charges 1-2.4 – Balance après inventaire 1-2.5 – Détermination des résultats 1-2.6 – Établissements des documents de synthèse
	Schématisation du déroulement des travaux d'inventaire	Schématisation du déroulement des travaux d'inventaire

NB : il est souhaitable que l'enseignant traite le cas de synthèse au fur et à mesure de la progression des travaux d'inventaire.

2. RÉGULARISATION DES STOCKS	
<p>2.1. Généralités</p> <p>2.1.1. Définition 2.1.2. Inventaire intermittent : Évaluation extracomptable des stocks. Les méthodes d'évaluation des stocks (FIFO, CMUP ...) ne doivent pas être traitées dans ce chapitre</p>	<p>2.1.1. Définition des stocks selon le CGNC 2.1.2. Inventaire intermittent : Évaluation extracomptable des stocks.</p>
<p>2.2. Calcul et signification des variations de stocks</p>	<p>• Variation des stocks = Stock final - Stock initial Signification : en fonction du cas (stockage ou déstockage)</p>
<p>2.3. Utilisation de la variation de stocks</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Achats revendus de marchandises = Achats de marchandises (nets de toutes les réductions commerciales) - variation des stocks de marchandises • Achats consommés de matières et fournitures = Achats de matières et fournitures (nets de toutes les réductions commerciales) - variation des stocks de matières et fournitures
<p>2.4. Comptabilisation</p>	<p>2.4.1. Annulation des stocks initiaux : Au début de l'exercice comptable pour le stock initial 2.4.2. Constatation des stocks finaux : À la fin de l'exercice comptable pour le stock final</p>



3. AMORTISSEMENT

3.1. Généralités sur les amortissements

Définition et rôles de l'amortissement

3.2.1 Amortissement linéaire ou constant

- 3.2.1.1. Principe
- 3.2.1.2. Terminologie
- 3.2.1.2.1. Valeur d'entrée : VE
- 3.2.1.2.2. Début de calcul de l'amortissement
- 3.2.1.2.3. Durée de vie probable
- 3.2.1.2.4. Annuité d'amortissement
- 3.2.1.2.5. Taux d'amortissement
- 3.2.1.2.6. Cumul des amortissements
- 3.2.1.2.7. Valeur nette d'amortissements
- 3.2.1.3. Plan d'amortissement
- 3.2.1.3.1. Définition
- 3.2.1.3.2. Immobilisation acquise au début de l'exercice
- 3.2.1.3.3. Immobilisation acquise en cours d'exercice

3.2. Calculs

3.2.1. Amortissement linéaire ou constant

Période	Valeur d'entrée	Annuité	Amortissements cumulés	Valeur nette d'amortissement

3.2.2. Amortissement dégressif

3.2.2 Amortissement dégressif

- 3.2.2.1. Loi
- 3.2.2.2. Taux d'amortissement
- 3.2.2.3. Annuité d'amortissement
- 3.2.2.4. Plan d'amortissement
- 3.2.2.4.1. Cas d'une immobilisation acquise au début de l'exercice
- 3.2.2.4.2. Cas d'une immobilisation acquise en cours d'exercice

Définition et rôles de l'amortissement

3.2.1 Amortissement linéaire ou constant

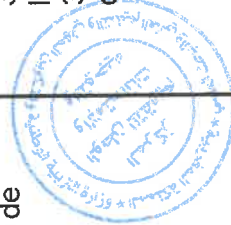
- 3.2.1.1. Principe
- 3.2.1.2. Terminologie
- 3.2.1.2.1. Valeur d'entrée : VE
- 3.2.1.2.2. Début de calcul de l'amortissement
- 3.2.1.2.3. Durée de vie probable
- 3.2.1.2.4. Annuité d'amortissement
- 3.2.1.2.5. Taux d'amortissement
- 3.2.1.2.6. Cumul des amortissements
- 3.2.1.2.7. Valeur nette d'amortissements
- 3.2.1.3. Plan d'amortissement
- 3.2.1.3.1. Définition
- 3.2.1.3.2. Immobilisation acquise au début de l'exercice
- 3.2.1.3.3. Immobilisation acquise en cours d'exercice

Modèle de plan d'amortissement selon le mode constant

Période	Valeur d'entrée	Annuité	Amortissements cumulés	Valeur nette d'amortissement

3.2.2 Amortissement dégressif

- 3.2.2.1. Loi
- 3.2.2.2. Taux d'amortissement
- 3.2.2.3. Annuité d'amortissement
- 3.2.2.4. Plan d'amortissement
- 3.2.2.4.1. Cas d'une immobilisation acquise au début de l'exercice
- 3.2.2.4.2. Cas d'une immobilisation acquise en cours d'exercice



Modèle de plan d'amortissement selon le mode dégressif

Période	V.N.A en début de période	Taux retenu	Annuité	Amortissements cumulés	V.N.A en fin de période	Taux dégressif	Taux constant

3.2.3. Amortissement de l'immobilisation en non-valeurs

Précisions :

- Calcul de l'amortissement : À partir du premier jour du mois d'acquisition ou de production des biens. Toutefois, lorsqu'il s'agit de biens qui ne sont pas utilisés immédiatement, l'entreprise peut différer leur amortissement jusqu'au premier jour du mois de leur utilisation effective (mise en service).
- Amortissement dégressif :
- Consultation de la circulaire n°699 relative à l'application de la loi de finances de 1994
- Immobilisation neuve ou d'occasion
- Calcul proportionnel au nombre de mois aussi bien pour le premier exercice que pour le dernier exercice.

Modèle de plan d'amortissement selon le mode dégressif

Période	Base de calcul	Taux			Annuité	Amortissements cumulés	V.N.A en fin de période
		dégressif	constant	retenu			

Précisions :

- Consultation de la circulaire n° 699 relative à l'application de la loi de finances de 1994
- L'élève doit être capable de lire, compléter, remplir et établir un plan d'amortissement.
- Calcul de l'amortissement : À partir du premier jour du mois d'acquisition ou de production des biens. Toutefois, lorsqu'il s'agit de biens qui ne sont pas utilisés immédiatement, l'entreprise peut différer leur amortissement jusqu'au premier jour du mois de leur utilisation effective (mise en service).
- Calcul proportionnel au nombre de mois aussi bien pour le premier exercice que pour le dernier exercice
- Une fois le taux d'amortissement constant devient supérieur au taux dégressif, la suite du plan d'amortissement doit être établie selon les principes de l'amortissement constant.

3.2.3. Amortissement de l'immobilisation en non-valeurs



	<p>● Pour les immobilisations en non-valeurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'annuité d'amortissement doit être calculée proportionnellement au nombre d'années ; quel que soit le mois d'engagement de l'immobilisation en non-valeurs. - les immobilisations en non-valeur sont retirées du bilan à l'expiration de l'amortissement. 	<p>Pour les immobilisations en non-valeurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'annuité d'amortissement doit être calculée sur une année entière ; quel que soit le mois d'engagement de l'immobilisation en non-valeurs. - les immobilisations en non-valeurs sont retirées du bilan à l'expiration de l'amortissement.
3.3. Comptabilisation	<ul style="list-style-type: none"> ● Amortissement constant ● Amortissement dégressif <p>L'amortissement dégressif est à comptabiliser comme l'amortissement constant pour des raisons pédagogiques et de simplifications</p>	<ul style="list-style-type: none"> ● Amortissement constant ● Amortissement dégressif <p>L'amortissement dégressif est à comptabiliser comme l'amortissement constant pour des raisons pédagogiques et de simplifications</p>
3.4. Cession	<p>3-4-1- Cession des immobilisations amortissables</p> <ul style="list-style-type: none"> ● L'annuité complémentaire de l'exercice de cession doit être calculée depuis le début de l'exercice jusqu'au mois de cession (quelque soit le jour de cession). ● Ne pas traiter la régularisation de la TVA en cas de cession. 	<p>3.4.1. Cession des immobilisations amortissables</p> <ul style="list-style-type: none"> ● L'annuité complémentaire de l'exercice de cession doit être calculée depuis le début de l'exercice jusqu'au mois de cession (quel que soit le jour de cession). ● Ne pas traiter la régularisation de la TVA en cas de cession.



<p>4. PROVISIONS</p>		
<p>4.1. Généralités</p>	<p>4.1.1 .Principe de prudence 4.1.2 .Définition 4.1.3 .Provision pour dépréciation 4.1.4 .Provisions pour risques et charges</p>	<p>4.1.1. Utilité du principe de prudence 4.1.2. Définition de la provision 4.1.3. Définition de la provision pour dépréciation 4.1.4. Définition de la provision pour risques et charges</p>
<p>4.2. Provisions pour dépréciation 4.2.1. Immobilisations 4.2.2. Stocks 4.2.3. Créances 4.2.4. Titres et valeurs de placement</p>	<p>4.2.1 Immobilisations 4.2.1.1. Création et ajustement de la provision 4.2.1.2 Immobilisations autres que financières 4.2.1.3. Immobilisations financières (Titres de participation et autres titres immobilisés) 4.2.1.4. Cession d'immobilisations provisionnées non amortissables</p> <p>4.2.2 Stocks Création et annulation</p> <p>4.2.3 Créances 4.2.3.1. Reclassement 4.2.3.2. Création et ajustement de la provision 4.2.3.3 .Traitement des créances insolubles</p> <p>4.2.4 Titres et valeurs de placement 4.2.4.1. Création et Ajustement de la provision 4.2.4.2. Cession des titres et valeurs de placement</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le compte de TVA à débiter en cas de créances insolubles : 4455 État, TVA facturée • 6585 est à débiter dans le cas d'une créance non provisionnée <p>Remarque : le compte 4456 est débité dans le cas où l'entreprise est soumise au régime des débits.</p>	<p>4.2.1. Immobilisations 4.2.1.1. Immobilisations autres que financières 4.2.1.1.1. Création, ajustement et annulation de la provision 4.2.1.1.2. Cession 4.2.1.2 Immobilisations financières (Titres de participation) 4.2.1.2.1. Création, ajustement et annulation de la provision 4.2.1.2.2. Cession 4.2.2 Stocks : Création et annulation de la provision N.B. : à traiter en lien avec les stocks dans les applications 4.2.3 Créances 4.2.3.1. Reclassement 4.2.3.2. Création, ajustement et annulation de la provision 4.2.3.3 .Traitement des créances irrécouvrables N.B. :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le compte de TVA à débiter en cas de créances irrécouvrables : 4455 État, TVA facturée • 6585 est à débiter dans le cas d'une créance non provisionnée <p>4.2.4 Titres et valeurs de placement 4.2.4.1. Création et Ajustement de la provision 4.2.4.2. Cession des titres et valeurs de placement</p>



<p>4.3. Provisions pour risques et charges</p>	<p>4.3.1. Provisions pour risques 4.3.2. Provisions pour charges</p> <ul style="list-style-type: none"> • Création, ajustement et annulation de la provision • À préciser la nature de la charge (courante, financière ou non courante) 	<p>4.3.1. Provisions pour risques 4.3.2. Provisions pour charges : cas des charges à répartir sur plusieurs exercices</p> <p>N.B. :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Création, ajustement et annulation de la provision • À préciser la nature de la charge (courante, financière ou non courante) <p>Pour le cas des provisions pour risques, traiter les deux cas : durables et momentanées.</p>
--	---	--



5. RÉGULARISATION DES COMPTES DE CHARGES ET PRODUITS	
5.0- Principes de continuité d'exploitation et de spécialisation des exercices Expliquer l'intérêt des deux principes	5.0. Utilité du principe de spécialisation des exercices
<p>5.1. Régularisation des charges</p> <p>5.1.1. Charges constatées d'avance</p> <p>5.1.1.1. Notion</p> <p>5.1.1.2. Comptabilisation</p> <p>5.1.2. Charges à payer</p> <p>5.1.2.1. Notion</p> <p>5.1.2.2. Comptabilisation</p> <ul style="list-style-type: none"> • les comptes de dettes (en cas de charges à payer) doivent être crédités par des montants TTC • le compte de régularisation de TVA à débiter est 3458 • toute opération donnant lieu à une facture (achats de marchandises, MP, téléphone, eau et électricité ...) doit être enregistrée dans le compte 4417 	<p>5.1.1. Charges constatées d'avance</p> <p>5.1.1.1. Définition</p> <p>5.1.1.2. Comptabilisation</p> <p>5.1.2. Charges à payer</p> <p>5.1.2.1. Définition</p> <p>5.1.2.2. Comptabilisation</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les comptes de dettes (en cas de charges à payer) doivent être crédités par des montants TTC. • Le compte de régularisation de TVA à débiter est 3458. Pour toute opération donnant lieu à une facture (achats de marchandises, achats de matières et fournitures, autres charges externes), le compte de régularisation à utiliser est le 4417.
<p>5.2. Régularisation des produits</p> <p>5.2.1. Produits constatés d'avance</p> <p>5.2.1.1. Notion</p> <p>5.2.1.2. Comptabilisation</p> <p>5.2.2. Produits à recevoir</p> <p>5.2.2.1. Notion</p> <p>5.2.2.2. Comptabilisation</p> <ul style="list-style-type: none"> • les comptes de créances (en cas de produits à recevoir) doivent être débités par des montants TTC • le compte de régularisation de TVA à créditer est 4458 	<p>5.2.1. Produits constatés d'avance</p> <p>5.2.1.1. Définition</p> <p>5.2.1.2. Comptabilisation</p> <p>5.2.2. Produits à recevoir</p> <p>5.2.2.1. Définition</p> <p>5.2.2.2. Comptabilisation</p> <ul style="list-style-type: none"> • les comptes de créances (en cas de produits à recevoir) doivent être débités par des montants TTC • le compte de régularisation de TVA à créditer est 4458
7. CAS DE SYNTHÈSE	<p>7.1. Écritures d'inventaire</p> <p>7.2. Grand livre</p> <p>7.3. Balance après inventaire</p> <ul style="list-style-type: none"> • Depuis la balance avant inventaire donnée jusqu'à la balance après inventaire

(*): L'exercice comptable doit coïncider avec l'année civile



2^{ème} PARTIE : PRÉSENTATION DES ÉTATS DE SYNTHÈSE

PROGRAMME	RECOMMANDATIONS	Éléments du programme faisant objet d'évaluation en Examen National
1. ÉCRITURES DE DÉTERMINATION DES RÉSULTATS		
1.1. Regroupement des comptes en postes	1.1.1 – Les postes du C.P.C 1.1.2 – Les postes du bilan Le calcul algébrique des postes	1.1. Les postes du C.P.C 1.1.2. Les postes du bilan Le calcul algébrique des postes
2. PRÉSENTATION DU COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES ET DU BILAN		
2.1. Compte de produits et charges : C.P.C 2.2. Bilan	Modèle normal	Modèle normal
3. ÉTAT DES INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES (ETIC)		
3-1- Intérêt de l'état des informations complémentaires	Intérêt	
3.2. Tableaux		
3.2.1. Tableau des immobilisations autres que financières	Tableaux selon le modèle normal	Tableaux selon le modèle normal
3.2.2. Tableau des amortissements		
3.2.3. Tableau des plus ou moins-values		
3.2.4. Tableau des provisions		
4. ÉTAT DES SOLDES DE GESTION		
4.1. Calcul des soldes de gestion	4-1-1- Marge brute sur ventes en l'état 4-1-2- Valeur ajoutée 4-1-3- Excédent brut d'exploitation 4-1-4- Résultat d'exploitation 4-1-5- Les autres soldes Les différents soldes doivent être commentés	4.1.0. Définition et calcul des soldes de gestion 4.1.1 Marge brute sur ventes en l'état 4.1.2. Valeur ajoutée 4.1.3. Excédent brut d'exploitation (ou insuffisance brute d'exploitation) 4.1.4. Résultat d'exploitation 4.1.5. Les autres soldes Les différents soldes doivent être interprétés et commentés.
4.2. Calcul de la capacité d'autofinancement (C.A.F) 4.2.1. À partir du résultat net de l'exercice ou la méthode additive	<ul style="list-style-type: none"> • Utilité • Calcul et commentaire de la CAF 	4.2.1. À partir du résultat net de l'exercice ou la méthode additive <ul style="list-style-type: none"> • Utilité • Calcul, interprétation et commentaire de la CAF
4.3. Présentation de l'état des soldes de gestion	Modèle normal	Modèle normal

NB : Des extraits des états de synthèse (tableau des immobilisations, tableau des amortissements, tableau des provisions, tableau des plus ou moins-values, bilan et C.P.C) doivent être traités avec les élèves au fur et à mesure de l'avancement des chapitres portant sur les travaux de fin d'exercice.

II. DESCRIPTIF DU SUJET

1. Le sujet se présentera sous la forme d'un ou de deux **dossiers** indépendants renvoyant à une ou plusieurs entreprises. Chaque dossier traitera une ou plusieurs parties du programme.

2. Le dossier comportera :

- a. une présentation de l'entreprise (identité, activité, exercice comptable ...);
 - b. divers documents, annexes, informations complémentaires...
 - c. un travail à faire qui :
 - se référera aux compétences pédagogiques figurant dans les programmes.
 - s'inspirera de la liste des verbes d'action.
 - portera sur des questions évaluant les connaissances comptables et financières, la compréhension, l'application, l'analyse et la synthèse.
3. Le sujet comportera, outre l'épreuve,
- une NOTE sous forme de consignes à respecter par le candidat.
 - une liste des comptes extraite de la liste intégrale du plan comptable général marocain (modèle normal).
4. Les nouveautés comptables, juridiques et fiscales seront prises en considération à partir de l'année scolaire qui suit celle de leur entrée en vigueur.

Important : Le programme de comptabilité et mathématiques financières de la première année est considéré comme pré-acquis.

III. CONSIGNES AU CANDIDAT

1. Respecter le guide du candidat ;
2. Lire attentivement le travail demandé ;
3. Répondre selon la définition donnée à chaque verbe d'action par l'annexe jointe aux cadres référentiels ;
4. Soigner la présentation de la copie (éviter les ratures et surcharges, aérer le texte (marges, interlignes), numérotter les réponses, mettre en évidence les résultats, utiliser la règle pour les différents tracés (journal, comptes, tableaux, graphiques....).

IV. CORRECTION

A. DESCRIPTIF DU CORRIGÉ

1. Le corrigé indicatif comporte un barème détaillé et pondéré (Note sur vingt multipliée par le coefficient).
2. Le corrigé indicatif est structuré selon l'ordre des questions (les annexes sont insérées dans le corrigé selon l'ordre du travail à faire).

B. CONSIGNES AU CORRECTEUR

1. Respecter les consignes du guide de correction.
2. Se conformer au barème détaillé du corrigé indicatif.
3. Veiller à ne pas noter les articles d'un journal :
 - ne comportant pas de montants ;
 - comportant des montants autres que ceux calculés ou justifiés.
4. Prendre en considération les réponses logiques des élèves.
5. Éviter la double sanction :
 - Accorder la totalité de la note en cas :
 - d'utilisation ou d'exploitation d'un résultat incorrect dans la suite du travail ;
 - de lecture, d'interprétation ou de commentaire logique d'un résultat incorrect.
 - Corriger successivement les questions dépendantes (annexes-écritures, annexes-calculs, calculs-commentaires,...)
6. Rapporter la note finale de l'élève sur 20 (vingt).

